

MARCHÉS PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Commune de Biganos
52, avenue de la Libération
CS 80450
33380 Biganos
Tél. 05 56 03 94 50



**MISE EN RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU À
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU 5 JUILLET
2021 POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE
BIGANOS (33380)**












N° de marché

2	0	2	5	-	1	3
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres
Le 6 octobre 2025 à 12h00

Règlement de la Consultation

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Prestations Intellectuelles</p> <p>Objet : Mise en révision générale du PLU à évaluation environnementale du 5 juillet 2021 pour le compte de la Ville de Biganos (33380)</p>
	<p>Acheteur : Ville de Biganos - 52, avenue de la Libération - CS 80450 - 33380 Biganos</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.</p> <p><u>CCAG applicable au marché public</u> : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur : https://demat-ampa.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue. Aucune variante autorisée n'est prévue. Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative. La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p><u>Code CPV principal de la consultation</u> : 71410000-5 : Services d'urbanisme</p>

SOMMAIRE

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Étendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents

Article 2 – Conditions de la consultation

- 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Article 3 – Contenu du dossier de la consultation

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

- 4.1 – Pièces de la candidature
- 4.2 – Pièces de l'offre

Article 5 – Sélection des candidatures et jugement des offres

Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 7 – Renseignements complémentaires

Article 8 – Dispositions d'ordre général

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'accompagnement de la Ville de Biganos dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme. Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° 2025-13 détaille le contenu de la mission.

Lieu(x) d'exécution : Biganos (33380).

1.2 – Étendue de la consultation

La présente consultation est lancée conformément à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte qui est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 – Décomposition de la consultation

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique : les prestations, objets du présent marché, sont techniquement étroitement liées entre elles, et sont, par conséquent, considérées comme un lot unique.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats devront avoir parfaitement intégré les diverses et récentes législations successives relatives à l'urbanisme, au logement, à l'environnement.

Ils justifieront de compétences démontrées en matière de prise en compte de l'importance des données relatives à l'environnement, aux espaces naturels, mais, également, en matière de déplacements et de tous types de réseaux de desserte.

Ils auront à cœur de favoriser les solutions et propositions de constructions les plus acceptables tant en matière de densité urbaine que de respect du milieu.

Ils veilleront à une écriture simplifiée, claire et nettement compréhensible du Règlement comme des Orientations d'Aménagement, afin d'anticiper tout risque d'interprétation erronée vecteur de contentieux.

Ils prendront en compte la nécessité d'une avancée rapide du document pour permettre celle des projets urbains en cours, mais aussi l'importance à accorder à tout type de concertation, avec la population, les propriétaires, les associations représentatives, les personnes publiques, et à tout moment de la procédure (diagnostic, arrêt du projet,

enquête publique et réponse au commissaire-enquêteur, reprise éventuelle du projet et son adaptation), impliquant une présence prenante à de nombreuses réunions et entretiens moins formelles.

Une grande disponibilité et une nette faculté d'explications pédagogiques et d'écoute seront particulièrement appréciées.

Les compétences en matière juridique et environnementale comme en appréciation de la suffisance des réseaux préexistants seront privilégiées également.

Les candidats pourront aussi être amenés à animer des ateliers et / ou à réaliser des esquisses évolutives.

Une association de plusieurs cabinets selon leurs compétences diverses telles que souhaitées ci-dessus est parfaitement envisageable et acceptable.

L'équipe, nécessairement pluridisciplinaire, comprendra, notamment, des urbanistes, des architectes, des paysagistes, des ingénieurs en réseaux divers et environnement, des juristes, des sociologues, ...

Les candidats énuméreront les documents déjà élaborés pour des collectivités territoriales similaires quant à la prise en compte de l'environnement, à la densification acceptable de l'habitat en centre urbain et aux difficultés de déplacements et de stationnement.

Ils énonceront également les moyens techniques d'ingénierie dont disposent leurs cabinets pour assurer une telle prestation et sa présentation publique.

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à l'approbation du PLU par délibération du Conseil municipal.

Le délai de réalisation de l'ensemble de la mission est fixé à 20 mois (hors périodes de validation).

La mission est décomposée en trois phases.

L'Acte d'Engagement n° 2025-13 précisera la durée de chaque phase.

À titre indicatif, la phase 1 doit durer cinq mois au maximum ; la phase 2 doit durer cinq mois au maximum ; la phase 3 doit durer environ dix mois.

Le début des phases sera notifié par ordre de service.

La date de démarrage de l'étape suivante sera précisée dans le courrier de validation de chaque phase.

Le Maître d'ouvrage valide chaque étape et en informe le titulaire par lettre simple. Les documents définitifs peuvent alors être envoyés à la commune qui les transmet aux membres du comité de pilotage.

2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par le budget principal de la Ville de Biganos.

Le délai global de paiement du marché interviendra conformément au délai indiqué par la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable sera celui prévu au Code de la Commande Publique et au décret précisant les modalités d'application.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune condition particulière d'exécution.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par la réglementation en vigueur.

Article 3 – Contenu du dossier de la consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC).
- L'Acte d'Engagement (AE).
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- L'analyse de compatibilité du SCOT.

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Pièces de la candidature

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par la réglementation en vigueur :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1).
- Déclaration du candidat (DC2).
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés dans la réglementation en vigueur.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus par la réglementation en vigueur :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objets du présent marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus par la réglementation en vigueur :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années si possible.
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des projets de même nature que celle du contrat.
- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de dix jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.2 – Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement, et ses éventuelles annexes à compléter par le(s) représentant(s) qualifié(s) de(s) l'entreprise(s) ayant vocation à être titulaire(s) du contrat, daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire complétée, datée, signée et agrémentée du cachet de la société.
- Une présentation des principaux projets élaborés dans le même domaine au cours des trois dernières années, indiquant notamment l'intitulé de l'opération, le cas échéant son montant, le contenu de la mission exercée, l'importance du projet, la date et la dénomination du pouvoir adjudicateur ; cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de différents pouvoirs adjudicateurs.
- Une note d'intention faisant apparaître l'appréhension par le candidat des enjeux et des objectifs de la maîtrise avec, éventuellement, des pistes de réflexion intéressantes à explorer.
- Un mémoire technique décrivant la composition de l'équipe qui suivra la mission avec la répartition des tâches et des compétences des différents intervenants ainsi que l'indication des titres d'études et l'expérience professionnelle de responsables et des chargés d'études.
- Une note méthodologique relative au déroulement de la mission que le candidat se propose d'adopter avec notamment le planning prévisionnel du déroulement de l'opération.

Article 5 – Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Compétences et références	30%
2 – Méthodologie	30%
3 – Coût de l'étude	20%
4 – Délais	20%

L'analyse des offres pourra être complétée d'un entretien avec les membres de la Commission de la Commande Publique de la Ville de Biganos, au cours duquel un représentant de l'équipe, au minimum le mandataire, détaillera sa proposition et répondra, à l'oral, à des questions complémentaires.

À l'initiative du pouvoir adjudicateur, une négociation pourra être menée avec tous les candidats dont l'offre a été jugée recevable.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations désignés par la réglementation en vigueur. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à dix jours.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Le pouvoir adjudicateur n'accepte que les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée. Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de

Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 7 – Renseignements complémentaires

Les questions posées par les candidats sur les documents de la consultation font l'objet d'un envoi électronique via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> au plus tard cinq jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé. Les candidats ayant choisi ce mode de transmission recevront la réponse sous la même forme.

Article 8 – Dispositions d'ordre général

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Bordeaux
9, rue Tastet - BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 38 00 - Télécopie 05 56 24 39 03
Greffe 05 56 99 38 00
greffe.ta-bordeaux@iuradm.fr